



La voix des peuples indigènes sur les négociations : des sujets d'intérêts et des chemins à suivre à Copenhag

par Nina Treu | Thématique: Atmosphère | Rubrique: Manifestations Colloques

Le mercredi 8 décembre, une activité parallèle à la CdP-15 a abordé la situation des peuples indigènes face au réchauffement climatique et a proposé des pistes de solutions. (Titre original: Indigenous peoples' assessment of the current negotiations: Issues and ways forward in Copenhagen).

Six intervenants se sont succédés lors de cet atelier, présidé par Mme. Victoria Tauli-Corpuz. Chacun a débuté son intervention respectives en remerciant la Nature.

M. Joseph Ole Simel du Kenya a parlé de la situation des communautés locales et comment elles s'adaptent au réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la mobilité pour s'adapter et a réclamé d'inclure le droit à la libre circulation dans un accord climatique. L'importance du respect des droits de l'Homme et des peuples indigènes a été souligné.

Mme. Patricia Cochran de l' "Alaska Native Sciences Commission" a présenté la situation en Alaska, sous la législation états-unienne. Les États-Unis s'intéressent de plus en plus aux besoins indigènes (sur leur territoire) et la communauté autochtone de l'Alaska a récemment tenu une réunion avec des députés. Mme. Cochran a démontré que l'érosion des côtes et du pergélisol apportent des conséquences graves pour les communautés indigènes. Beaucoup d'études sont actuellement réalisées pour mieux comprendre ces conséquences. Les communautés essayent d'intégrer la connaissance traditionnelle et la science - pour la chasse, par exemple, les indigènes recommencent à utiliser plutôt les traîneaux tirées par des chiens au lieu de véhicules motorisés mais consultent le GPS et la météo sur Internet. Il importe tout de même de noter que le réchauffement climatique n'apporte pas que des effets négatifs pour l'Alaska : l'augmentation des températures peut aussi créer des nouvelles opportunités économiques.

La présentation de Mme. Tarcial Rivera Zea de Chirapaq au Pérou, organisatrice du sommet climatique des peuples latino américains, était basée sur une approche des droits humains. Elle a expliqué que la situation des femmes autochtones, souffrant souvent de discrimination, s'aggrave avec le réchauffement climatique parce que l'accès à l'alimentation devient plus difficile et elles sont privées de leur droit de souveraineté alimentaire. Mme Rivera Zea a réclamé que les peuples indigènes soient davantage inclus dans les négociations climatiques et que leurs voix soient entendues.

M. Sarinim Boengkh de la Nouvelle Calédonie a souligné que son peuple appartenait à la terre, et que tous les êtres humains dépendent de la Nature et donc ne peuvent pas facilement être déplacés. Parlant du réchauffement climatique, il ne faut jamais oublier la grande injustice que vivent les peuples ayant vécu en harmonie avec la nature depuis des milliers d'années, qui sont aujourd'hui les plus affectés.

M. John Henrikson, de la communauté Saami de Norvège, a présenté les éléments clés d'une approche basée sur les droits de l'Homme pour respecter les droits des communautés indigènes dans les négociations. Il a constaté que les droits indigènes sont rarement inclus dans les accords internationaux, malgré qu'ils soient à la base reconnus au niveau international. L'inclusion des droits des communautés autochtones dans les accords climatiques est très important et les communautés doivent continuer à lutter pour leur prise en compte.

Mme. Joji Carino, experte de biodiversité, a souligné l'approche innovante de la Convention de la Biodiversité (CBD) en intégrant les droits des communautés indigènes. Elle pense que la CCNUCC devrait suivre ce chemin en s'appuyant sur une approche d'écosystèmes. Cette approche est similaire à l'approche des communautés indigènes et donc soutenu par celles-ci. Comme les indigènes auraient une grande contribution à faire aux négociations climatiques, leur voix devraient être plus respectée.

Après les interventions, la modératrice a fait un court résumé d'état actuel des négociations et a expliqué qu'aucune proposition, même pas sur le REDD, ne mentionnait les droits des communautés indigènes. Il est donc important de poursuivre la lutte pour les inclure.

Nina Treu, IDDRI, pour l'IEPF

[cdp15-cccc]

Contactes

Victoria Tauli-Corpuz (Chair) <vicky@tebtebba.org>
Joji Cariño <joji@tebtebba.org>
Joseph Ole Simel <joseph.simel@mpido.org>
Patricia Cochran <pcochran@aknsc.org>
Tarcila Rivera Zea <chirapaq@peru.org>
Sarimin Boengkih <boengkih@canl.nc>
John Henriksen <jparra@ohchr.org>

Les liens connexes

-  [la dépêche sur Médiaterre](#)
-  [Native Science](#) (1 hits)
-  [Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization \(Kenya\)](#) (0 hits)
-  [TEBTEBBA](#) (1 hits)
-  [Chirapaq du Pérou](#) (3 hits)
-  [Saami Council](#) (1 hits)

modéré par Nina